

relatives aux allègements fiscaux tout en rendant plus généreuses les dispositions portant sur les subventions immédiates. Au lieu d'obtenir un maximum de 5 millions de dollars, aujourd'hui une industrie peut se voir accorder jusqu'à 15 millions de dollars si elle implante une usine dans une région désignée ou dans une zone spéciale.

En vertu du nouveau régime, il est possible au gouvernement de fournir les fonds nécessaires à la création de l'infrastructure voulue pour aider une industrie. Si l'infrastructure est proprement établie, les industries ont naturellement plus de chances de survivre et de profiter pendant de longues années à la communauté. Dans les régions comme celle du Pas du Nid-de-Corbeau, où les industries ont reçu de l'aide mais dont l'infrastructure ne leur a pas permis de survivre, on devrait, je pense, réexaminer la situation et les désigner de nouveau comme régions spéciales. Ainsi elles pourraient avoir droit à l'aide au développement de l'infrastructure—services municipaux, construction de routes, logements et tout ce qui est nécessaire aux effectifs ouvriers.

A mon avis, monsieur l'Orateur, on devrait songer de nouveau à la région du Pas du Nid-de-Corbeau et la désigner de nouveau comme région spéciale afin que les industries existantes puissent fonctionner rondement et que de nouvelles soient encouragées à s'y installer. Depuis que la région a été désignée de nouveau, il y a environ un an et demi, aucune nouvelle industrie ne s'y est établie et je ne sais pas qu'aucune ait pris des renseignements. Il ne suffit pas uniquement d'accorder des subventions ou de fournir des stimulants pour encourager une industrie à s'établir dans une région, l'infrastructure est nécessaire pour s'assurer que l'industrie ira s'installer dans les régions où on en a besoin.

Le programme de développement régional a un autre rôle à caractère correctif. Nous n'avons pas vu à assurer l'emploi qu'il faut dans toutes les régions du Canada. Nous n'avons pas pris de mesures pour que l'industrie soit suffisamment diversifiée. Une telle diversification existe à Toronto, Calgary, Edmonton, Vancouver et Montréal mais ces villes ne posent pas de problèmes. Ce sont des petits centres, comme ceux des Maritimes qui en posent. Ils dépendent tous d'une ressource naturelle. Ils comptent d'habitude sur une seule importante usine ou peut-être sur plusieurs qui tablent toutes sur la même ressource naturelle.

Si celle-ci s'épuise ou si elle n'est pas assez en demande, il y a une récession économique dans la région et du chômage en résulte. Le gouvernement doit alors intervenir et recourir à des mesures correctives pour aider la région désavantagée. Plutôt que de laisser ce cycle de prospérité et de récession se répéter, monsieur l'Orateur, il faudrait à mon avis prendre des mesures préventives. Si nous pouvions assurer la diversification, d'autres secteurs de l'industrie pourraient alors prendre la relève de celui qui ralentit. La région que je représente constitue l'un des exemples les plus probants. Il y a au Canada deux grands bassins houillers. L'un se trouve en Nouvelle-Écosse et l'autre dans la circonscription de Rocky Mountain. 50.7 p. 100 des réserves de charbon canadiennes se trouvent en Alberta et la région de Rocky Mountain renferme de 25 à 30 p. 100 de ces dernières. Pendant de nombreuses années, la région du Pas du Nid-de-Corbeau, au sud-ouest d'Edson, a fourni une grande partie du charbon dans l'Ouest du Canada et beaucoup de commu-

nautés prospères ont été établies dans cette région. Des mineurs provenant de toutes les parties du globe sont venus travailler dans ces mines et nous avons des communautés dont les membres sont originaires de 50 ou 60 pays différents.

Je le disais, l'industrie du charbon a périclité. On a alors accordé des subventions à d'autres industries pour qu'elles s'établissent dans la région et y améliorent les occasions d'emploi, initiative qui a eu une certaine mesure de succès.

• (3.10 p.m.)

L'industrie du charbon a maintenant repris son souffle et, de toute évidence, certaines des mesures adoptées il y a quelques années n'étaient pas nécessaires. Au lieu de laisser des régions, comme celle-ci il y a 25 ans, dépendre entièrement de l'industrie du charbon, il aurait mieux valu offrir des subventions pour encourager d'autres industries à venir s'y établir. Ces remarques s'appliquent également au Cap-Breton. Si, il y a 20 ou 25 ans, on y avait implanté des industries secondaires, cette région n'aurait pas connu les difficultés dont elle a souffert dans l'intervalle.

J'ai lu, avec intérêt, une étude sur de nouvelles villes canadiennes situées à la limite des ressources du pays. Ces agglomérations dépendent d'une ressource unique pour leur subsistance. On en trouve dans toutes les provinces. De fait, l'étude en énumère environ 148, y compris Corner Brook, Glace Bay, New Waterford, Sydney Mines, Elliot Lake, Uranium City, Lynn Lake, Sherridon, Powell River, Ocean Falls et Port Alice, qui toutes dépendent d'une industrie unique. Certaines de ces petites villes dont l'existence dépendait d'une seule industrie sont aujourd'hui des villes mortes ou à demi-mortes; les autres subissent le même sort à moins que nous ne donnions un caractère préventif plutôt que correctif à notre programme de stimulants régionaux. Si nous le faisons, alors quelques-unes de ces communautés seront peut-être épargnées. Si nous ne le faisons pas, nous répéterons simplement le même processus qui consiste à donner aux industries des stimulants pour qu'elles s'implantent dans certaines régions et ces mêmes régions se verront un jour en proie à un affaissement des affaires causé par la fermeture de ces industries primaires.

Il y a plusieurs de ces nouveaux centres dans ma circonscription, le plus important étant celui de Grande Cache. Il a été érigé de toute pièce pour desservir les charbonnages récemment mis en valeur par la société McIntyre-Porcupine. Cette entreprise fournit chaque année des millions de tonnes de houille à l'industrie sidérurgique japonaise. Quelque 4,000 personnes y vivent alors qu'il n'y a pas quatre ans on n'y trouvait rien, si ce n'est la nature à l'état sauvage. La petite ville dépend exclusivement pour vivre d'une seule mine de charbon. Elle est très jolie, admirablement bien située et ses habitants y ont placé beaucoup de leur argent. On y trouve beaucoup d'entreprises progressives et quelques beaux édifices publics. Les loisirs y sont bien organisés.

Cependant, il est certain que si la ville continue à dépendre uniquement des mines de charbon, nous devrons tôt ou tard instituer un programme d'encouragement quelconque pour amener de nouvelles industries, parce que celle du charbon sera disparue ou en voie de disparition. C'est là un exemple de l'attitude à adopter devant l'expansion régionale au Canada. Je sais qu'il va